



LASAGNES À LA VIANDE DE CHEVAL : LA BONNE RECETTE POUR SE FAIRE DU BLÉ EN DOUCE GRÂCE À LA RGPP* ET LA RÉATE*

PARIS, le 12 février 2013

Depuis le week-end dernier, le monde médiatique est scandalisé par la révélation de la tromperie sur les lasagnes au bœuf surgelés comportant frauduleusement, et dans le seul but de lucre, de la viande de cheval.

Quelle découverte !!!

Cela fait plus de 4 ans que les agents de la DGCCRF* dénoncent le fiasco des politiques de protection du consommateur qui se déclinent au rythme des incapacités programmées ou des incompétences notables des responsables politiques et administratifs.

Depuis plus de 4 ans, ils sont en proie à une destruction systématique de leur outil de travail et de leurs capacités de contrôle : ponction de personnels spécialistes au profit de l'autorité de la concurrence, éclatement des compétences entre les pôles C des DIRECCTE/DIECCTE* et des DDPP/DDCSPP*, refonte au coût moindre de l'administration centrale, désorganisation du réseau des laboratoires avec – cerise sur le gâteau – une diminution drastique des effectifs (-560 emplois en 6 ans sur 3.000 aujourd'hui) en vertu des sacro saintes RGPP et RÉATE.

Seuls dans un silence médiatique assourdissant, ils luttent au quotidien pour pallier, dans l'étroit périmètre dans lequel on les a restreints et maintenus contre toute logique, leur quasi impuissance à remplir correctement leurs missions, en particulier de contrôler des flux commerciaux complexes et de dimension européenne.

Ils n'ont pourtant pas ménagé leur peine : manifestation, pétitions, interpellation des élus de la nation... Pour l'heure, ils n'ont toujours pas été entendus.

En la matière, la bonne question n'était pas « *est ce qu'un problème alimentaire va se déclencher ?* » mais bien « *quand est ce qu'un problème alimentaire va se déclencher ?* ». C'est fait.

Le diagnostic est donc sans appel : **ÉCHEC** total sur toute la ligne, constat aujourd'hui partagé par les agents, leur intersyndicale, les ministres de tutelle et même par leur direction générale (sur les deux dernières années, la baisse d'activité a atteint 20 % contre une perte d'effectifs de 8 %) !

Ce gouvernement doit assumer ses responsabilités : **il doit sortir l'administration de la DGCCRF du dispositif RGPP/RÉATE.**

Pour le syndicat CCRF FORCE OUVRIERE, dont le congrès a formalisé cette revendication dès novembre 2011, il y a urgence :

- à rassembler les éléments épars de cette administration essentielle pour en refaire une structure réellement opérationnelle,
- à réorganiser une chaîne de commandement nationale sur tout le territoire français afin d'assurer une véritable coordination des contrôles,
- à remettre des effectifs sur le terrain par redéploiement, tout d'abord, et par un plan de recrutement structurant sur plusieurs années,
- à dynamiser le soutien logistique aux contrôles que constitue le réseau des laboratoires de la DGCCRF, laissé en déshérence pour des questions budgétaires.

CCRF FORCE OUVRIERE continuera à impulser ces revendications au sein de l'intersyndicale et devant les responsables ministériels afin de faire entendre les exigences légitimes des personnels.



Contact CCRF-FO : Michel GARCIN 01.42.46.94.42 – 06.80.03.63.51

Petit lexique :

- * **RGPP** : Révision Générale des Politiques Publiques
- * **RÉATE** : Réforme de l'Administration Territoriale de l'Etat
- * **DGCCRF** : Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes
- * **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
- * **DIECCTE** (*en départements d'outre mer*) : Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
- * **DDPP** : Direction Départementale de la Protection des Populations
- * **DDCSPP** : Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection de la Population